

LE PROJET DES FORCES DE DÉFENSE ET DE
SÉCURITÉ DU PARTI DE LA DIVERSITÉ
RÉPUBLICAINE DE GUINÉE (DRG)

La réussite à tout prix



Ensemble pour la Guinée

JUSTICE - INTÉGRITÉ - PROGRÈS

TABLES DES MATIERES

1. INTRODUCTION.....	3,4
2. DIAGNOSTICS.....	4,5
3. RÉFORMES.....	5,6
4. STRATÉGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES.....	6

Introduction :

Les Forces de défense et de sécurité Guinéenne ont été créées le 1^{er} Novembre 1960. Communément appelée « Armée Guinéenne », elle a pour rôle de défendre l'intégrité du territoire Guinéen ainsi que les intérêts de la Guinée à travers l'Afrique et le monde. Elle est composée comme toute armée nationale comme suite :

- D'une armée de terre ;
- D'une armée de l'air ;
- D'une armée maritime ;
- D'une gendarmerie nationale ;
- D'une police nationale.

Les armées du monde à l'instar de notre armée Guinéenne, doivent s'adapter aux nouveaux contextes de la sécurité mondiale. Les tendances d'aujourd'hui sont totalement différentes des années 1960, 1988, et 1995. Il est essentiel, que nos forces de défense et de sécurité subissent une diversification des missions et des objectifs de l'action publique et de la protection de la nation face aux nouvelles menaces qui sont très complexes et diversifiées. Aujourd'hui, les méthodes classiques de la gestion ou du fonctionnement de nos forces de défense et de sécurité sont remises en question voire sont devenues caduques.

Le terrorisme global et d'autres formes de menaces de sécurité poussent notre parti la Diversité Républicaine de Guinée à bannir le recrutement des illettrés aux seins de nos forces de défense et de sécurité Guinéenne parce que la technologie est devenue un outil incontournable pour le bon fonctionnement des armées, ainsi que l'efficacité des troupes aux combats et aux multiples interventions que pourraient faire nos forces de défenses et de sécurité dans la sécurisation de la nation Guinéenne.

La politique des forces de défense et de sécurité de notre parti, la Diversité Républicaine de Guinée (DRG) est une politique qui concourt à la sécurité nationale. Un pays sans sécurité, est un pays où les populations autochtones ainsi que les étrangers qui y vivent sont exposés aux dangers permanent de tout genre. La sécurité nationale d'un pays doit être la priorité majeure de tout pouvoir politique. Un pays sans sécurité ne saurait attirer des investisseurs étrangers, sans investisseurs étrangers, pas de créations emplois significatifs, et sans emplois pas non plus de création de richesse ; donc pas de réduction de la pauvreté, ni d'atteinte aux objectifs du développement.

La protection de la population Guinéenne est la priorité du parti de la Diversité Républicaine de Guinée (DRG). Notre objectif est d'identifier l'ensemble des menaces et des risques susceptibles d'affecter le fonctionnement de la république, des institutions ainsi que la nation entière. Nous allons pouvoir apporter des réponses idoines à ces menaces ainsi que veiller aux maintiens de l'intégrité du territoire national et les zones qui la bordent afin de préserver les commerces interurbains, inter-régions, des activités de tout genre des citoyens Guinéens et ceux des pays limitrophes ainsi que des échanges commerciaux régionaux.

Nous partons des diagnostics suivants pour proposer des solutions :

En 2019-2010, la République de Guinée et ses partenaires ont entamé une série de réforme des forces de défense et de sécurité Guinéenne. L'objectif était de faire de cette armée, une armée républicaine, disciplinée, soumise à l'autorité civile légalement établie. Elle devrait être casernée, réduite, formée et professionnalisée. Les recrutements claniques, ethniques et clandestins devaient être interdit. Elle devrait aussi être équiper et orienter ses tâches vers le développement économique du pays. La constitution du 7 Mai 2010 prévoyait une loi spéciale sur la participation de l'armée aux tâches d'intérêt public.

Malheureusement, après les élections présidentielles de 2010, le président élu n'a pas respecté les conditions de ces réformes, son régime et lui ont fait le contraire de ces réformes. Il y'a eu des recrutements ethniques, claniques, des répressions dans les rangs de l'armée, des répressions des populations civiles, le déracinement de la démocratie par l'utilisation de la police et de la gendarmerie. De nos jours la gendarmerie compte un effectif de 8250. Quant à la police, elle a un effectif de 15 800 identifiés et immatriculés ; mais cette police compte des uns nombres importants de bénévoles et de personnes infiltrées.

- a) Une division au sein des forces de défense et sécurité en ligne ethnique et culturelle.
- b) L'utilisation de l'armée, la police et la gendarmerie par les élites politiques pour se maintenir au pouvoir ;
- c) Le recrutement des personnes illettrées dans l'armée ;
- d) Les détournements des dotations des soldats par les officiers ;

- e) Le recrutement de soldat par groupe ethnique par les différents officiers en charges du recrutement ;
- f) Le recrutement de troupe provenant uniquement de la ligne ethnique du président ;
- g) Sous-effectif de la représentativité de la gente féminine ;
- h) 40% des effectifs ne savent ni lire, ni écrire ;
- i) 20% ont un niveau passable en termes de capacité de lecture et d'écriture ;
- j) Les officiers sont plus fidèles au président qu'à l'institution armée ;
- k) Les officiers opposés aux uns et aux autres sur une base ethnique ;
- l) Manque de professionnalisme des officiers et soldats ;
- m) La politisation à outrance de l'armée ;
- n) Un nombre significatif des bénévoles incontrôlés au sein de la police
- o) Un nombre presque inconnu d'infiltrés dans les rangs de la police

Réformes :

Notre parti, la Diversité Républicaine de Guinée entend mettre en place ces mesures suivantes :

Pour l'enracinement de la démocratie en Guinée, notre parti, la Diversité Républicaine de Guinée (DRG) mettra en place des réformes qui créeront des forces de défense et de sécurité Guinéenne qui protégeront les populations civiles et qui respecteront les droits de l'homme. Il est impératif de professionnaliser les hommes en uniforme c'est-à-dire l'armée, la police, la gendarmerie et les services de renseignements. Il est fondamental de rendre cette grande muette une institution au service de la nation. Nous estimons que c'est un facteur vital pour assurer à long terme la paix et la stabilité du pays. Pour ce faire, nous mettrons en place ces mesures :

1. Rompre avec les pratiques du passé de façon radicale ;

2. Le niveau minimum pour être recruté dans l'armée sera les détenteurs d'un certificat d'admission au Baccalauréat ;
3. La création au niveau de chaque corps armée une intendance ;
4. Les grades seront attribués après évaluation sur une période de 4 ans ;
5. Une formation semestrielle et sans relâche du droit humanitaire international ;
6. Une amélioration des conditions de vie et salariales ;
7. Salaires, logements, dotations, tenues ;
8. La prise en charge médicale pour tout le corps habillé et leurs familles ;
9. La création d'une nouvelle direction de Bataillon de logistique ;
10. L'implication effective de l'armée dans l'activité agricole surtout ceux qui sont proches de la retraite pourront être employés dans la chaîne de production ;
11. Un dépôt de réserve spéciale en carburant de l'armée.
12. Une force de défense et sécurité désormais chargées de défendre la démocratie en Guinée, la paix en Afrique et à travers le monde.

Les moyens de mobilisations des ressources sont naturellement à l'aide des partenaires techniques et financiers internationaux.

1. Les Nations Unies ;
2. Les bailleurs de fonds : UE, BAD, BID, Banque Asiatique ;
3. La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) ;

4. La Banque Mondiale (BM) ;
5. Le Fonds Monétaire international (FMI).